

La faute à qui ?

Une rapide mise en perspective du drame palestinien

Par

Jean-Michel Ducomte

Personne ne peut rester indifférent au drame qui se joue aujourd'hui en Palestine, et rien n'est plus dangereux que les simplifications hasardeuses qui pensent pouvoir faire l'économie d'un minimum de profondeur historique dans la compréhension de ce drame.

Le Hamas versus Netanyahou, fascisme islamiste contre fascisme juif et, permettez-moi la formule même si elle est grossière, réductrice, inexacte et donc inutile, la messe serait dite.

Mais pour comprendre il faut d'abord s'accorder sur la focale temporelle à partir de laquelle l'on conduira l'analyse. L'on peut remonter très loin, à la destabilisation par l'Empire romain des équilibres politiques et religieux de ce que l'on n'appelait pas encore le proche Orient, s'attarder sur ce long moment qui commence avec l'autonomisation de l'Empire byzantin pour se clore avec sa chute et qui inclut l'émergence de l'islam, les croisades, prendre pour repères l'éclosion puis le développement des ambitions coloniales des pays européens, principalement la Grande-Bretagne et la France, face à un empire ottoman traversé par des crises. Sur ces différentes questions, l'on renvoie à l'excellent ouvrage de Jean-Pierre Filiu : « Le milieu des mondes – Une histoire laïque du Moyen-Orient de 395 à nos jours » paru en 2021.

Par commodité, mais aussi parce que cela permet un recul suffisant et s'inscrit dans une cohérence évidente, trois événements peuvent être retenus.

- La création, lors du 1^{er} congrès sioniste, qui s'est tenu à Bâle du 29 ou 31 août 1896, de l'Organisation sioniste mondiale qui se donne pour mission d'établir, pour le peuple juif en Palestine, un « foyer garanti par le droit public ». Il s'agissait d'apporter réponse à la vague de pogroms qui avait visé la communauté juive, principalement en Russie au début des années 1880.
- La signature, le 16 mai 1916, des accords *Sykes/Picot*, entre la France et la Grande-Bretagne, véritable dépeçage à visée colonialiste, assorti d'un partage entre elles, de la composante arabe de l'Empire ottoman. Le 1er conflit mondial n'est pas terminé que déjà les hyènes s'en partagent les dépouilles, cherchant à prendre de vitesse les aspirations à l'indépendance des peuples concernés.
- La déclaration Balfour, du nom du secrétaire au Foreign Office alors en fonction, le 2 novembre 1917, précisant que le gouvernement britannique envisageait « favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ». Certes, la déclaration précisait que cet établissement ne pourrait « porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives de Palestine ». La suite devait démontrer la vanité de telles garanties.

La responsabilité de la Grande-Bretagne et de la France

Dès la fin des hostilités et lors de la négociation du traité destiné à régler les conséquences de la défaite de l'Empire ottoman, le traité de Sèvres signé en 1920, la Grande-Bretagne et la France obtiennent, après quelques modifications de détail, les territoires qu'elles s'étaient attribués aux termes des accords Sykes-Picot. Fini le rêve d'une grande nation arabe unifiée. La France « obtient » un territoire correspondant au Liban et à la Syrie, la Grande-Bretagne hérite de la Transjordanie, de la Mésopotamie (futur Irak) et de la Palestine et peut commencer de mettre en application les engagements de la Déclaration Balfour. Même si les termes du traité de Sèvres seront partiellement revus lors du Traité de Lausanne en 1923 qui tire les conséquences de la reconquête par Mustapha Kemal de la totalité de l'Anatolie mettant ainsi fin au projet d'une grande Arménie et d'une autonomie de Kurdistan, cette partition du Proche-Orient au profit des ambitions coloniales de la France et de la Grande-Bretagne ne sera pas remise en cause.

Mieux même, la Société des Nations, créée par le Traité de Versailles, consolidera les droits de la France et de la Grande-Bretagne sur les territoires qui leur avaient été attribués en leur confiant le mandat de les conduire vers l'indépendance.

Chacune de son côté, les deux puissances coloniales se sont attachées à ruiner les espoirs d'une unité arabe.

Au sein de la Palestine mandataire, l'immigration de populations de religion juive, originaires principalement de Russie et d'Europe centrale, conduit à une évolution progressive de l'équilibre démographique initial. En 1882, l'on comptait 95% d'arabes (musulmans, druzes ou chrétiens) et 5% de juifs et en 1922 le rapport était de 89% contre 11%, en 1947, à la veille de la création de l'Etat d'Israël, de 68% et 32%. L'immigration juive s'était accompagnée de l'acquisition de terres pour les nouveaux arrivants par l'entremise de l'Agence juive issue de la transformation de l'Organisation sioniste mondiale. La cohabitation entre les populations arabes et juives est parfois conflictuelle. Des affrontements entre milices d'autodéfense juive et la population arabes éclatent en 1920 à Jérusalem puis Hébron et Jaffa en 1929. Entre 1936 et 1939 se déroule la Grande Révolte arabe revendiquant la fin du mandat britannique, la création d'un Etat arabe indépendant et la fin de l'immigration juive.

La libération des camps de concentration nazis, la révélation du projet d'anéantissement des Juifs d'Europe et de sa mise en œuvre, la Shoah, suscite une nouvelle vague d'immigration juive vers la Palestine et semble donner consistance à la solution sioniste de création d'un Etat juif. Si le mandat britannique avait, jusque-là constitué une garantie pour le nationalisme juif, certains groupes activistes considéraient que le temps était venu d'aller plus loin et cela n'était possible qu'avec la fin du mandat britannique. L'attentat de l'hôtel King David (90 morts et 41 blessés) perpétré le 22 juillet 1946 par l'organisation terroriste juive Irgoun, dirigée par Menahem Beguin, explicite, dans la violence terroriste des mouvements sionistes radicaux, la volonté de voir se terminer le mandat britannique.

Si désormais les populations arabes et juives s'accordaient sur la nécessité de mettre un terme au mandat britannique sur la Palestine, leurs visions de l'avenir étaient radicalement opposées. Lorsque, le 29 novembre 1947, l'ONU propose un plan de partage de la Palestine en trois entités : un Etat juif, un Etat palestinien et Jérusalem placé sous contrôle international, la population arabe et les dirigeants des pays voisins le rejettent. Le 14 mai 1948, David Ben Gourion, proclame unilatéralement l'indépendance de l'Etat d'Israël, mettant ainsi un terme au mandat britannique. Si les Etats-Unis et l'URSS, notamment, reconnaissent immédiatement le nouvel Etat, l'Egypte, la Jordanie, l'Irak, la Syrie et le Liban attaquent Israël qui remporte la victoire et parvient à étendre très sensiblement son

territoire, au Sud, à l'Est et au Nord, provoquant l'exil de plus de 700 000 palestiniens sur les 900.000 que comptaient les nouveaux territoires occupés par Israël.

Ce désastre, cette « Nagba », va durablement modifier le contexte politique régional et, en même temps transformer sensiblement le traitement de la question palestinienne.

Le temps des guerres israélo-arabes

L'enjeu de la guerre que les pays arabes déclenchent contre Israël entre le 15 mai 1948 et le 10 mars 1949 était la remise en cause de l'Etat hébreu, son résultat est, d'abord, une amputation significative du territoire que le plan de partage que l'ONU avait considéré comme devant constituer le cadre géographique d'un Etat palestinien et, ensuite, un exil massif des Palestiniens vers des camps de réfugiés situés dans les pays arabes voisins. Ce conflit marque également le point de départ d'une transformation fondamentale dans l'appréhension de la question palestinienne de même que l'amorce de changements fondamentaux et durables dans la structuration politique du monde arabe.

En effet, la question palestinienne cesse d'appartenir aux Palestiniens eux-mêmes pour devenir un enjeu pour les pays arabes voisins, plus particulièrement l'Egypte et la Jordanie. Cette dernière s'approprie la Cisjordanie, ce qui permet au roi Abdallah de se proclamer roi de Jordanie, et l'Egypte administre la bande de Gaza. Désormais, la considération de la communauté internationale pour le règlement de la question palestinienne se limite à la création d'une agence de l'ONU chargée de gérer la situation des réfugiés mais sans aucune prise de partie sur les conditions et modalités de leur retour, ni sur la reconnaissance d'un Etat palestinien. Parallèlement, le Parlement de l'Etat d'Israël élu au mois de janvier 1949 adopte divers textes qui vont renforcer la précarité de la situation des Palestiniens ; la loi sur les « biens des absents » autorisant le transfert à des institutions sionistes des biens des Palestiniens « absents » depuis le plan de partage de l'ONU et la « loi du retour » qui donne à tout Juif de la diaspora « le droit d'immigrer en Israël ». Leur mise en œuvre suscite le doublement de la population de l'Etat d'Israël en quelques années.

Trois autres guerres vont suivre. D'abord celle consécutive à la nationalisation par Nasser, en juillet 1956, du Canal de Suez à laquelle la France et la Grande-Bretagne, secrètement alliées avec Israël vont répondre par une offensive militaire qui, bien que rapidement victorieuse, se traduit par le retrait, à la demande des Etats-Unis, des forces israéliennes de la péninsule de Sinaï qu'elles avaient occupée et des troupes anglo-françaises du canal de Suez. La seule conséquence tangible de ce conflit sera le renforcement de la coopération militaire entre la France et Israël marqué par le transfert secret à l'Etat hébreu de la technologie nucléaire.

Plus lourde de conséquences est la guerre dite « des Six jours » qui du 5 au 10 juin 1967 permet à Israël, répondant à la fermeture du golfe d'Aqaba par l'Egypte de Nasser, de s'emparer du Sinaï au détriment de l'Egypte, du plateau du Golan au détriment de la Syrie et de la Cisjordanie et de la bande de Gaza au détriment des Palestiniens. Dorénavant la totalité de la Palestine mandataire se trouve placée sous souveraineté israélienne, de quoi alimenter les ambitions des tenants du « Grand Israël » ou de l'« Eretz Israël hashlemah » défendu par la droite et l'extrême droite religieuse israélienne.

Enfin, du 6 au 25 octobre 1973 se déroule la guerre du Kippour, déclenchée par l'Égypte mais qui se termine, une nouvelle fois par la défaite des pays arabe belligérants, elle permettra l'amorce de négociations, dont, une nouvelle fois les Palestiniens seront absents, qui déboucheront sur les accords de Camp David signés par Sadate coté égyptien et Begin côté israélien et qui se traduiront, notamment par l'évacuation du Sinaï par Israël.

Evolution du monde arabe et le retour de la question palestinienne

Les pays arabes voisins d'Israël, vont connaître, à compter de la toute fin des années 1940, une évolution brutale marquée par une succession de coups d'Etats militaires favorisant l'arrivée au pouvoir de régimes autoritaires. La Syrie inaugure ce cycle politique en 1949 avec la prise du pouvoir à Damas par le chef d'état-major de l'armée, prise du pouvoir qui sera suivie de trois autres coups d'Etat en l'espace de 2 ans. L'Égypte connaît un processus identique avec le coup d'Etat des « Officiers libres » conduits par le lieutenant-colonel Gamal Abdel Nasser, le 23 juillet 1952, qui renverse le roi Farouk. L'Irak suivra avec, le 24 juillet 1958, le coup d'Etat du général Qassem qui renverse la monarchie hachémite et provoque la rupture de la fédération jordano-irakienne. Le renversement de la monarchie libyenne par le colonel Kadhafi en 1969, clôt cette phase historique marquée par le développement d'un nationalisme arabe parfois qualifié, assez injustement, de « laïque ».

Ce mouvement s'accompagne ou, plus exactement est relayé par l'implantation, essentiellement dans l'espace syro-irakien et, plus modestement au Liban et en Jordanie, du parti Baas (parti socialiste de la Révolution arabe) qui milite en faveur d'une unité de la nation arabe. En marge de ces agitations, le royaume wahhabite d'Arabie saoudite, soutien des Frères musulmans d'Égypte, consolide son statut de puissance pétrolière pendant que les dictatures militaires s'essayent à la constitution d'une entité étatique arabe dont le modèle têt avorté est représenté par l'expérience de la République Arabe Unie créée entre l'Égypte et la Syrie.

Mais aucun progrès dans le règlement de la question palestinienne, ni dans le sens d'une reconnaissance d'une entité étatique palestinienne, ni en direction d'un retour des réfugiés palestiniens vers les territoires dont ils ont été chassés. La résolution 242 adoptée le 22 novembre 1967 par le Conseil de sécurité de l'Organisation Nations-Unies après la guerre des six jours, si elle évoque le droit pour les Etats de la région « de vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues », ne mentionne à aucun moment la question de la Palestine ou, plus exactement la réduit à celle des réfugiés, évoquant avec une cynique prudence la nécessité « de réaliser un juste règlement du problème des réfugiés ».

L'Égypte et l'Arable saoudite, chacune de son côté, tente d'instrumentaliser la question palestinienne en suscitant ou en soutenant des organisations qui se constituent pour engager la lutte armée. Nasser contribue à la création, en 1964, de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), à laquelle répond, en 1965, le soutien accordé par le roi d'Arabie saoudite, Faysal, au Mouvement de Libération de la Palestine, le Fatah, de Yasser Arafat. La résistance du Fatah face à l'armée israélienne,

principalement en Cisjordanie permettra à Arafat et aux factions armées du Fatah de prendre, en février 1969, le contrôle de l'OLP, contre la volonté de Nasser. Par ailleurs, il contraint le Liban à laisser les fedayines agir à partir de son territoire.

Cette instrumentalisation de la cause palestinienne, associée à la pression que les réfugiés, sans cesse plus nombreux, font peser sur les Etats de la région, suscite l'émergence de mouvements plus radicaux, adeptes de méthodes plus violentes (détournements d'avions, attentats contre la délégation israélienne lors des Jeux Olympiques de Munich) comme le FPLP, et surtout engendre la crise de « septembre noir » (principalement entre le 1^{er} et 27 septembre 1970) au cours de laquelle le roi Hussein de Jordanie lance son armée à l'assaut des camps palestiniens refuge des fedayines de l'OLP et du FPLP. Seule l'intervention de l'armée syrienne sauve de l'anéantissement la résistance palestinienne.

Les bouleversements du monde musulman et l'évolution politique de la société israélienne

La nationalisation par l'Irak de sa production pétrolière, mais surtout l'embargo pétrolier instauré à l'encontre des Etats-Unis en rétorsion de leur soutien militaire à Israël lors de la guerre du Kippour, prononcé par l'Arabie saoudite suivi par les autres pays arabes producteurs de pétrole, vont provoquer un quadruplement du prix du baril de brut. Les ressources qui en résultent vont susciter une modification des modes de vie au sein de ces pays, marquée par l'affirmation de comportements traduisant de la façon la plus visible une conformation aux préceptes sociétaux ou vestimentaires d'un islam rigoriste. L'Arabie saoudite investit également des réseaux de prosélytisme international. Prêcheurs wahhabites et Frères musulmans alimentent une vague fondamentaliste qui ne tardera pas à favoriser le développement de dérives criminelles soutenues par un islam devenu politique.

Le Liban, jusqu'alors relativement épargné, sombre dans la guerre civile et est envahi par l'armée syrienne au mois de juin 1976. L'armée israélienne prendra le relais en septembre 1982, favorisant les exactions des milices chrétiennes au sein des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila.

Mais les transformations à l'œuvre ne se limitent pas à l'espace du seul monde arabe. A sa périphérie, de profonds bouleversements s'opèrent.

En Iran d'abord, avec la chute du régime policier du shah Mohammed Reza Pahlavi soutenu par les Etats-Unis et la prise du pouvoir, le 11 février 1979, par l'ayatollah Khomeiny qui instaure une dictature religieuse conférant le pouvoir politique et sécuritaire à la hiérarchie chiite. Cette révolution islamique bouleverse les équilibres géopolitiques moyen-orientaux annonçant plusieurs décennies de troubles. Le 4 novembre 1979, des « étudiants » iraniens prennent d'assaut l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran et retiennent son personnel en otage, pendant 444 jours, jusqu'au 20 janvier 1981, favorisant très largement, aux élections présidentielles américaines, la victoire du républicain Ronald Reagan au détriment du démocrate sortant Jimmy Carter. Le 22 septembre 1980, l'Irak, dont Saddam Hussein est devenu le maître absolu depuis le 16 juillet 1979, entreprend d'envahir l'Iran. Une guerre de tranchée d'un autre temps, va opposer les deux pays jusqu'au 20 août 1988. Dans chaque camp l'on dénombre, environ, la mort de 500 000 soldats et d'autant de victimes civiles ainsi que 500 000 blessés, et cela, sans aucun gain territorial.

Le 27 décembre 1979 l'URSS envahit l'Afghanistan pour tenter de maîtriser les oppositions entre factions communistes adverses qui se disputent le pouvoir après la chute de la monarchie. Cette guerre, qui ne sera pas sans conséquence pour l'URSS elle-même et dont l'on peut penser qu'elle constitue un facteur déterminant de son effondrement, va susciter l'éclosion d'une insurrection généralisée conduite au nom du jihad, largement financée par les Etats-Unis. L'armée soviétique entamera son retrait à partir du 15 mai 1988. L'on peut considérer que cette invasion de l'Afghanistan par l'URSS a constitué le chant du cygne de la puissance soviétique. De la même façon, le soutien accordé par les Etats-Unis à la résistance afghane porte en germe le développement d'une radicalité islamique à prétention politique qui commence à se doter des moyens militaires de ses ambitions.

En Israël aussi se produisent des changements politiques qui vont peser sur les années à venir.

Au pouvoir depuis 1948, les travaillistes sont battus lors de élections législatives le 17 mai 1977. Très rapidement s'enchaînent des événements qui inaugurent une évolution des relations entre l'Etat d'Israël et ses voisins arabes. Le 19 septembre le président Sadate se rend à Jérusalem. Le Président américain, Jimmy Carter, organise le sommet israélo-égyptien de Camp David, et le 29 mars 1979 est signé le traité de paix entre l'Egypte et Israël. Il sera suivi, le 26 octobre 1994 par un traité de paix entre la Jordanie et Israël. Mais la question palestinienne continue d'être superbement ignorée. Et l'idée d'un grand Israël, de la Méditerranée au Jourdain défendue par l'extrême droite israélienne et que ne récuse pas le Likoud se répand dans la société israélienne confrontée à une évolution rapide de sa démographie sous l'influence d'une intense immigration russe à partir de l'effondrement de l'URSS¹.

La résistance palestinienne se transforme

En Israël, Yitzhak Shamir succède à Bégin à la tête du gouvernement en 1984 et, l'année suivante constitue un gouvernement d'union nationale dont il assure la direction en alternance avec Shimon Pérès. Au sein de ce gouvernement le ministère de la défense est confié à Yitzhak Rabin.

Côté palestinien, après que l'OLP de Yasser Arafat ait été contrainte de quitter le Liban pour se réfugier à Tunis, le Hezbollah libanais, soutenu par l'Iran, prend le contrôle de la résistance armée. Dans le même temps, à Gaza et en Cisjordanie, émerge une nouvelle génération qu'impatiente l'attentisme supposé de l'OLP. C'est cette génération qui lancera, à partir du mois de décembre 1987, la première intifada. Cette « révolution des pierres » conduira les pays arabes voisins, principalement la Jordanie, à renoncer à toute revendication sur les territoires palestiniens. En réponse, le Conseil national de l'OLP, réuni à Alger le 15 novembre 1988, proclame l'Etat de Palestine dans les limites définies par les résolutions de l'ONU, principalement de la résolution 242 de 1967. Cette proclamation vaut, implicitement, reconnaissance de l'existence de l'Etat d'Israël par l'OLP.

Un nouvel acteur palestinien voit également le jour en 1987, le Hamas, Mouvement de résistance islamique, doté d'une branche politique et d'une branche armée, les brigades Izz al-Din al-Qassan. Le mouvement est né et s'est développé initialement dans la bande de Gaza. Ce territoire, occupé

¹ Entre 1989 et 2006, plus d'un million d'immigrants venus de Russie, d'Europe centrale et d'Allemagne de l'Est, s'installent en Israël suscitant un glissement progressif vers l'extrême droite des majorités parlementaires.

jusqu'en 1967 par l'Égypte, est un de ceux où se sont implantés les Frères musulmans pourchassés par Nasser. Au terme de la guerre des Six jours, en 1967, l'Égypte est chassée de la bande de Gaza par Israël. Dans un premier temps, les Frères musulmans de Gaza, seule force politique organisée du territoire, établissent des relations de coopération avec l'État d'Israël qui accède à leur demande de financement d'un réseau de mosquées. L'État d'Israël utilise par ailleurs le Hamas comme contre-poids à l'influence de l'OLP au sein de la résistance palestinienne.

Vie et mort des « Accords d'Oslo »

Le retour au pouvoir des travaillistes en Israël, va permettre aux pourparlers, qui s'étaient engagés à partir du mois d'octobre 1991 à Madrid, d'entrer dans une phase plus concrète et de finalement déboucher sur les « Accords d'Oslo » dont la déclaration de principe et les annexes seront signées par Yitzhak Rabin, Yasser Arafat et Bill Clinton le 13 septembre 1993 à la Maison Blanche. Le processus de paix connaît un certain nombre de prolongements avec la signature de l'accord Gaza-Jéricho sur le statut de la nouvelle Autorité palestinienne, le 4 mars 1994 et les Accords de Taba, signés à Washington, le 28 septembre 1995 sur le statut de la Cisjordanie et de Gaza et la définition des modalités de désignation et de fonctionnement du Conseil législatif de Palestine. Cet ensemble d'accords divise, à la demande d'Israël, les territoires de la Cisjordanie et de Gaza en trois zones sécuritaires soumises à des modalités de maintien de l'ordre différentes. L'assassinat d'Yitzhak Rabin le 4 novembre 1995, par un extrémiste juif à la suite d'une violente campagne de dénonciation de ses prétendus abandons, engagée par Benyamin Netanyahou successeur de Shamir à la tête du Likoud. Netanyahou, qui entame une longue carrière de parlementaire, de ministre puis de chef du gouvernement, reconnaîtra, quelques années plus tard, sa volonté constante de voir échouer le processus de paix engagés avec les « Accords d'Oslo ».

Côté israélien, l'assassinat de Rabin signe, en effet, l'enterrement des accords. Le 29 mai 1996, Netanyahou devient Premier ministre d'Israël. Côté palestinien, si Yasser Arafat est élu, démocratiquement, en janvier 1996 à la tête de l'Autorité palestinienne, cumulant cette nouvelle fonction avec ses responsabilités à la tête de l'OLP et du Fatah, il doit affronter la montée en puissance du Hamas dont l'activisme terroriste est vécu, par une partie de la population palestinienne, comme la garantie d'un soutien face aux provocations des gouvernements et des autorités de maintien de l'ordre israéliennes en Cisjordanie. La tentative ratée d'empoisonnement du chef du Hamas par le Mossad à Amann, en 1997, renforce encore la légitimité du mouvement face à une Autorité palestinienne, soupçonnée de complaisance à l'égard d'Israël et dirigée de façon autoritaire par un Yasser Arafat vieillissant.

Les turbulences du Proche et du Moyen-Orient, les secousses dans le monde arabo-musulman, la fracture de la résistance palestinienne.

Le goût amer laissé par le cessez-le-feu conclu avec l'Iran qui, notamment, n'a pas permis à l'Irak d'obtenir un élargissement de son accès dans le golfe Persique au travers du Chatt al-Arab, conduit Saddam Hussein à envahir le Koweït le 2 août 1990 puis à l'annexer. Saddam Hussein affirme qu'il ne

retirera ses troupes de l'émirat que si Israël évacue la totalité des territoires palestiniens occupés. En réponse les Etats-Unis constituent une coalition internationale de 34 pays, qui se déploie en Arabie Saoudite, et obtiennent, le 20 novembre 1990, le vote du Conseil de sécurité de l'ONU mettant en demeure l'Irak d'évacuer le Koweït avant le 15 janvier 1991, faute de quoi le recours à la force sera possible. Le 16 janvier 1991, le Président Bush lance l'opération « Tempête du désert », inaugurée par une campagne de bombardements intensifs et conclue par une offensive terrestre d'une centaine d'heures et qui se termine par un cessez-le-feu le 28 février 1991. Le Koweït retrouve sa souveraineté, mais Saddam Hussein, après que les Etats-Unis aient détourné le regard, s'engage dans une sauvage répression des populations chiites et kurdes et un renforcement de l'appareil sécuritaire. L'Arabie saoudite, qui a abrité les troupes de la coalition, peut tranquillement laisser prospérer l'obscurantisme salafiste dont le monde occidental de tardera à vivre les conséquences.

La rupture entre les deux branches de la résistance palestinienne intervient en 2006. Le Hamas remporte les élections législatives palestiniennes, obtenant 56% des suffrages et 74 des 132 sièges du parlement palestinien. Les observateurs internationaux présent s'accordent sur la sincérité du résultat. Le Président de l'Autorité palestinienne nomme Ismaël Haniyeh comme premier ministre, fonction qu'il occupera jusqu'à son limogeage, le 15 juillet 2007, à la suite de la prise du pouvoir à Gaza par le Hamas au terme d'une véritable guerre civile palestinienne. Dorénavant la cause palestinienne dispose de deux expressions à bien des égards contradictoires ; l'Autorité palestinienne à la légitimité fragilisée, assurée du seul soutien du Fatah, dirigé par Mahmoud Abbas, qui a succédé à Yasser Arafat décédé en 2004, mais dont l'autorité se réduit à la Cisjordanie soumise à une intense stratégie de colonisation de la part d'Israël ; La bande de Gaza, dirigée par le Hamas.

Dans le monde arabo-musulman, s'ouvre également une séquence qui ne s'est pas encore totalement refermée et qui, une nouvelle fois, va conduire à l'oubli de la question palestinienne et seul, l'engagement de la deuxième intifada, consécutivement à la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées, permet à la résistance à l'occupation de se manifester dans la douleur. Pendant environ cinq ans, la Cisjordanie occupée d'abord, suivie par la population palestinienne de nationalité israélienne, se révolte et une série d'attentats suicides ont lieu en Israël auxquels répondra une féroce répression au cours des opérations Rempart ou Arc-en-ciel. Israël entreprend également la construction d'un mur destiné à protéger les colonies installées en Cisjordanie.

Le monde arabo-musulman va également avoir à affronter, successivement, l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis au mois de Mars 2003 et la chute du régime de Saddam Hussein le 9 avril 2003, source, tout à la fois d'une déstabilisation régionale durable, et, à partir du mois de janvier 2011, les « révolutions arabes » qui, de la Tunisie au Yémen en passant par l'Egypte, la Syrie, la Libye et le Soudan suscitent espoir mais aussi, très rapidement, désillusion et retour ou maintien dans le sang, de régimes autoritaires. La mémoire de la première guerre du golfe jointe à cet épisode de déstabilisation va favoriser l'émergence puis le développement d'un islam politique radical qui nourrit toute une série de mouvements terroristes, comme Al Qaida ou Daesh.

Le retour de Benyamin Netanyahou et l'enterrement d'une solution à deux Etats.

Ecarté du poste de Premier ministre lors des élections de 1999, qui voient la victoire du travailliste Ehoud Barak, Netanyahu prépare méticuleusement son retour. D'abord au sein de sa famille politique, le Likoud, en acceptant divers portefeuilles ministériels (les Affaires étrangères, puis les Finances) dans des gouvernements Sharon, après la victoire de ce dernier aux élections de 2001, puis en en démissionnant avec fracas consécutivement au retrait israélien de Gaza au mois d'août 2005. Ensuite à la tête du gouvernement, tant pour se doter d'une immunité qui le garantisse des poursuites engagées contre lui pour corruption, fraude et abus de pouvoir, que pour enfin mettre en œuvre une politique qui efface définitivement les espérances créées par les accords d'Oslo.

Après les élections législatives de 2009, il retrouve la tête du gouvernement qu'il occupe sans discontinuer jusqu'en 2021.

Au cours de ce second mandat de Premier ministre, il prend ou fait voter par la Knesset toute une série de mesures destinées à enterrer définitivement les espoirs de paix et ainsi le droit des Palestiniens à vivre dans un Etat pleinement souverain.

L'implantation de nouvelles colonies israéliennes se multiplie. Le 19 juillet 2018, la Knesset vote une loi définissant Israël comme « Etat-nation du peuple juif, confirme l'Hébreu comme seule langue officielle, l'Arabe étant doté d'un statut spécial, non explicité. Les principes fondamentaux posés par le texte sont au nombre de trois : Israël est la patrie historique du peuple juif dans lequel l'Etat d'Israël a été établi ; l'Etat d'Israël est le foyer national du peuple juif dans lequel il exerce son droit historique, naturel, culturel et religieux à l'autodétermination ; le droit d'exercer l'autodétermination de l'Etat d'Israël est propre au peuple juif. Concrètement, au sein de l'Etat d'Israël, ce texte introduit un apartheid à fondement confessionnel en dotant de droits particuliers une population à raison de son appartenance religieuse, les israéliens non juifs (musulmans, druzes ou chrétiens), étant considérés comme des citoyens de deuxième zone. Toute personne de confession juive, quelle que soit sa nationalité d'origine dispose, à raison de sa religion, d'un droit naturel à solliciter la nationalité israélienne. Cette rupture avec le sionisme des origines s'accompagne, au sein de la société israélienne, de la montée en puissance d'une extrême droite très clairement raciste et qui défend la doctrine de l'Eretz Israël, c'est-à-dire de la dilatation de l'Etat hébreu de la Méditerranée au Jourdain. Ces évolutions sont soutenues par l'administration Trump aux Etats-Unis, qui reconnaît Jérusalem comme capitale d'Israël et décide d'y transférer l'ambassade des Etats-Unis. Toujours sous l'influence ou à l'instigation de l'administration Trump, sont signés, au mois de septembre 2020, les Accords d'Abraham entre Israël et les Emirats Arabes Unis et Israël et Barheïrn, complétés par des accords entre Israël et le Maroc puis le Soudan. La stratégie est claire : isoler l'Iran et ses alliés et priver la cause palestinienne de ses soutiens arabes. Pratiquement chaque année voit se dérouler un nouveau conflit, d'intensité variable mais toujours déséquilibré, entre l'Etat d'Israël et le Hamas dont la population gazaoui est la principale victime.

Temporairement écarté du pouvoir au mois de juin 2021, Netanyahu redevient Premier ministre au mois de décembre 2022, à la tête du gouvernement le plus à droite de toute l'histoire de l'Etat d'Israël. Il pense que le moment est venu de prendre les mesures utiles à sa propre survie politique et judiciaire en faisant voter, au mois de juillet 2023 une loi qui réforme en profondeur le système judiciaire et prive le Cour suprême de certaines de ses prérogatives. Cette réforme suscitera un vaste mouvement de protestation que l'attaque perpétrée par le Hamas le 7 octobre 2023 réduira au silence.

Le 7 octobre 2023 et après.

Au matin du 7 octobre 2023, soit, à un jour près, 50 ans après le déclenchement de la guerre du Kippour, une série d'attaques terroristes coordonnées et minutieusement préparées, à l'encontre de civils et militaires, résidant ou simplement présents en Israël, sont perpétrées par le Hamas et le Jihad islamique, à partir de la bande de Gaza. Plus de 1000 israéliens, principalement des civils sont tués, dans des kibboutz situés à la périphérie de Gaza, ou lors d'un festival de musique près de Réïm. Environ deux cents civils et soldats israéliens sont capturés et retenus comme otages.

La bande de Gaza, outre qu'elle est l'une des zones les plus densément peuplée de la planète, abrite une population vivant dans une détresse humanitaire permanente, dont 80% dépend de l'aide internationale. Depuis 2007, la bande de Gaza est soumise à un blocus rigoureux, mis en place par l'Etat d'Israël et l'Egypte, et se trouve placé, sous l'autorité du Hamas auquel l'Etat d'Israël a souhaité confier cette pleine et entière responsabilité, afin d'affaiblir durablement la légitimité de l'Autorité palestinienne confinée dans une Cisjordanie morcelée, dont le territoire est méthodiquement grignoté par des implantations, parfaitement illégales, de colons israéliens. Tout est pensé et fait du côté du gouvernement israélien pour rendre impossible une solution à deux Etats.

La cohabitation entre le Hamas, qui rêve de détruire l'Etat d'Israël et ce dernier est malcommode, ponctuée d'opérations militaires de part et d'autre. Aux tirs de roquettes Qassam ou aux enlèvements de civils ou de soldats israéliens, répondent les bombardements de l'armée israélienne. 2008, opération Plomb durci, 2012, opération Pilier de Défense, 2014, opération Bordure protectrice, 2021 opération Gardien des murailles pour l'Etat d'Israël et Epée d'al-Quds pour le Hamas. Cependant, outre qu'Israël n'a jamais remis en cause l'autorité du Hamas sur la bande de Gaza, l'on constate une véritable complaisance qui se traduit par la contribution des autorités israéliennes au transfert, depuis le Qatar du financement d'un mouvement, par ailleurs considéré comme terroriste, financement qui fait du Hamas l'un des mouvements terroristes les plus riche du monde. Par ailleurs l'Etat d'Israël délivre des permis de travail à des habitants de Gaza afin qu'ils viennent travailler en Israël.

Cette partie de poker menteur du gouvernement de l'Etat d'Israël, dont la finalité est d'affaiblir militairement le Hamas tout en lui permettant de se maintenir dans la bande de Gaza a, vraisemblablement, pris fin avec les attentats du 7 octobre 2023. Elle a été remplacée par une opération militaire d'ampleur, qui apparait, chaque jour d'avantage, comme la mise en œuvre d'une logique génocidaire dont la finalité, clairement énoncée par les alliés d'extrême-droite de Netanyahu est de ruiner la possibilité de création d'un Etat palestinien sur le territoire de Palestine tel que définie par la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations-Unies adoptée en 1967.

Depuis 2006, un question rôde, rarement posée, celle de la raison de la victoire du Hamas lors des élections de 2006 et de l'acceptation par les Gazaouis du pouvoir dictatorial du Hamas. Un mot vient immédiatement à l'esprit, le désespoir. Depuis 1948, le peuple palestinien, son destin, sa dignité, se trouvent méthodiquement piétinés, sous le regard indifférent des grandes puissances et le mutisme gesticulateur des Etats arabes. Cause prétexte autorisant les effets de tribune, la cause palestinienne est le point aveugle de la géopolitique du Proche-Orient. Mais quelle que soit la puissance de feu de l'armée israélienne, quelle que soit la détermination de Benyamin Netanyahu de se maintenir au pouvoir pour poursuivre son œuvres de mort, pensant qu'elle lui permettra de ne point rendre

compte de ses turpitudes, les politiques d'apartheid, les logiques de mépris n'ont jamais produit que de la haine. Plus le temps passe, plus la cohabitation deviendra difficile et plus ce qui devient une colonisation animée d'une volonté d'anéantissement du peuple palestinien produira des combattants de la liberté et de l'émancipation. A bien des égards Netanyahu, l'acteur de la démarche d'anéantissement du peuple palestinien actuellement à l'œuvre est entrain de devenir aussi le fossoyeur des justifications qui ont été avancées lors la création de l'Etat d'Israël.